



TONY BLAIR
INSTITUTE
FOR GLOBAL
CHANGE

Dynamiser les startups africaines : la voie du continent vers l'excellence technologique - Résumé

BLAISE BAYUO
ROXANNE BAMFORD
BELINDA BAAH
JUDITH MWAYA
CHIZI GAKUO
SOPHIE THOLSTRUP

Avant-propos

La révolution technologique continue de redéfinir ce qui est possible pour les individus, les États et les sociétés. La technologie peut aider à lutter contre les inégalités, à gérer la crise climatique, à transformer la production alimentaire, à démocratiser l'éducation et les soins de santé de classe mondiale et à donner aux personnes leur mot à dire dans les décisions qui touchent leur vie. Elle peut permettre aux gouvernements d'améliorer les services publics et d'accélérer la réalisation des objectifs de développement durable des Nations Unies. Les dirigeants qui adoptent la technologie et son potentiel sont les mieux placés pour transformer la vie de leurs populations.

L'Afrique est une future superpuissance technologique, avec un écosystème de startups technologiques en pleine expansion, mais elle reste encore loin derrière le reste du monde. Le continent a déjà été à la pointe de l'utilisation de la technologie pour dépasser les voies de développement traditionnelles, en contournant les lignes fixes pour passer directement aux téléphones mobiles, et en adoptant la banque en ligne et l'argent mobile alors que les taux bancaires traditionnels étaient encore faibles. Avec la plus grande zone de libre-échange du monde et les taux d'entrepreneuriat les plus élevés, les créateurs de technologies africains sont déjà à l'origine de certaines des innovations les plus intéressantes au monde. Le potentiel des technologies sur le continent est illimité, et l'heure est venue d'agir.

Nous ne pouvons exploiter le pouvoir de la technologie à des fins positives que si nous disposons d'un écosystème d'innovation sain qui permet aux meilleures idées de se développer à grande échelle. Plus les créateurs de nouvelles technologies sont proches des défis qu'ils relèvent, plus ils ont de chances d'être efficaces. Le développement d'écosystèmes technologiques dynamiques en Afrique met le continent sur la voie de la souveraineté numérique : il s'agit de construire la technologie et de fixer les règles qui façonneront notre avenir à l'échelle mondiale. Le fait de renforcer la capacité de l'Afrique à créer des technologies accélérera sa capacité à façonner son avenir numérique.

Les gouvernements africains doivent rapidement élaborer et déployer une politique économique numérique qui permettra d'ouvrir et de connecter les économies tout en créant des opportunités pour sa jeunesse croissante. Cette politique doit répondre à trois défis majeurs :

1. **Atteindre 90 milliards de dollars de financement des technologies d'ici 2030.** Cela nécessitera de nouveaux outils d'investissement, tant locaux qu'étrangers, pour réduire les risques liés aux investissements dans les startups technologiques, les gouvernements et les donateurs devant s'associer au secteur privé pour y parvenir.
2. **Améliorer l'environnement commercial.** Le coût de la conformité réglementaire peu claire et bureaucratique dans 54 pays est élevé pour les startups technologiques qui veulent se développer. Les dirigeants doivent élaborer un cadre commun harmonisé qui favorise un accès facile aux marchés régionaux.
3. **Renforcer les réseaux de soutien.** Les écosystèmes plus connectés sont plus solides et se développent plus rapidement. Les dirigeants africains doivent soutenir les acteurs de l'écosystème et lancer un réseau panafricain de startups technologiques pour renforcer et soutenir ces dernières.

Grâce à un environnement commercial favorable, des flux de financement suffisants et des connexions solides, l'Afrique peut devenir une superpuissance technologique. Cette feuille de route présente les mesures que les dirigeants peuvent prendre pour créer des écosystèmes de startups technologiques prospères et compétitifs générateurs d'innovations qui transforment le monde. La technologie en Afrique a un avenir passionnant, et mon institut et moi-même sommes impatients de soutenir les dirigeants qui contribuent à le rendre possible.

Tony Blair

Président exécutif

Document de synthèse

Alors que l’Afrique fait preuve d’un certain retard dans la course internationale au développement technologique, le continent a le potentiel pour devenir une superpuissance dans le secteur des technologies. Abrisant une [scène fintech en pleine expansion](#) et [plus de la moitié des utilisateurs d’argent mobile dans le monde](#), l’Afrique est un espace pionnier pour l’innovation commerciale et le continent le plus entrepreneurial. Avant la pandémie, 22 % de la population en âge de travailler avait créé sa propre entreprise.

Cependant, en raison de la lourdeur des réglementations, du manque de compétences numériques, du financement limité et de la fragmentation des marchés, l’Afrique ne représente [que 0,2 %](#) de la valeur des startups mondiales.

Des mesures sont prises, notamment pour attirer davantage de financements pour les startups technologiques, qui augmentent désormais à un rythme six fois plus rapide que la moyenne mondiale : en 2021, [4,9 milliards de dollars](#) ont été levés, soit un montant qui a plus que triplé en un an. Les dirigeants du continent légifèrent également pour améliorer l’environnement commercial. La fondation de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) en 2018 signifie que le continent accueille l’une des plus grandes zones de libre-échange du monde, avec le pouvoir de stimuler la production économique de [29 billions de dollars d’ici 2050](#).

Cette évolution est la bienvenue, mais il faut faire davantage pour profiter de cette dynamique afin que l’Afrique soit en mesure de tenir son immense promesse. Nos dix recommandations stratégiques montrent comment les dirigeants et les responsables politiques africains peuvent transformer leur continent en le mettant sur la voie de l’excellence technologique.

Transformer l’Afrique en une superpuissance des startups : dix recommandations

Comblent le déficit de financement afin de garantir un investissement de 90 milliards de dollars pour les startups technologiques d’ici 2030

1. Mettre en place une plateforme publique de partage de données sur les startups technologiques
2. Développer des véhicules de financement innovants
3. Libérer les capitaux des investisseurs institutionnels et sous forme d’entreprises

Créer un environnement commercial florissant pour les startups technologiques

4. Créer un marché numérique unique en donnant la priorité à la mise en œuvre de la ZLECAf
5. Générer une demande en solutions technologiques locales
6. Mettre en œuvre une législation visant à soutenir les startups technologiques et à solliciter régulièrement leur avis
7. Améliorer les compétences numériques
8. Renforcer l’infrastructure numérique

Entretien des liens grâce aux réseaux technologiques

9. Renforcer les capacités des startups et des organisations de soutien
10. Lancer un « réseau panafricain de startups »

Pourquoi les pays africains ont besoin d'écosystèmes technologiques florissants

Les **écosystèmes technologiques sont le moteur de la croissance économique**. On estime que l'économie numérique contribuera au [PIB africain à hauteur de 300 milliards de dollars](#) d'ici 2025, fournissant ainsi des emplois indispensables sur un continent où [trois à quatre fois plus de personnes](#) entrent sur le marché du travail que de postes ne sont créés. Au Nigeria, la [contribution du secteur technologique au PIB du pays a été supérieure](#) à celle du secteur pétrolier et gazier entre 2010 et 2019, tandis qu'au Kenya, le secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC) a contribué [à hauteur de 8 % au PIB du pays](#) par le biais des services liés aux technologies de l'information, générant également 250 000 emplois à la fin de l'année 2021.

Pour profiter pleinement de la révolution technologique, les pays africains doivent être des créateurs, et non de simples utilisateurs de technologies. Des écosystèmes technologiques dynamiques mettront le continent sur la voie de la [souveraineté numérique](#) : il s'agit de créer la technologie et de fixer les règles qui façonneront l'avenir du continent, tout en menant de manière proactive la [quatrième révolution industrielle](#). Le développement de la capacité d'innovation de l'Afrique et de sa capacité à retenir les talents technologiques de classe mondiale permettra au continent d'être maître de son destin numérique.

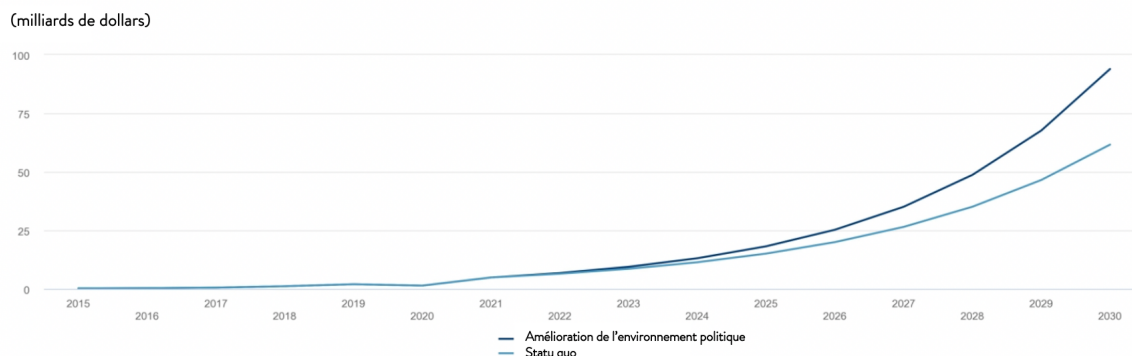
La technologie améliore considérablement le niveau de vie de toutes les personnes. Qu'il s'agisse de transformer l'enseignement et les soins de santé, d'améliorer la production alimentaire ou de protéger les populations des crises climatiques, les innovations technologiques peuvent apporter des solutions à des problèmes de longue date. Et plus les créateurs de technologies sont proches des défis qu'ils relèvent, plus ils ont de chances d'être efficaces. L'innovation pour l'Afrique devrait être menée par ses propres innovateurs, et nous devrions également voir et encourager davantage de solutions africaines aux défis mondiaux.

Un secteur technologique florissant peut stimuler la reprise post-pandémie. De nouveaux secteurs de croissance seront essentiels pour un développement économique rapide et la création d'emplois à la suite de la pandémie de COVID-19. Les gouvernements africains doivent rapidement définir et déployer une politique économique numérique afin d'ouvrir et de connecter les marchés, et de créer des opportunités pour leurs jeunes populations en plein essor.

Saisir l'instant

Il s'agit d'un **moment extrêmement prometteur** pour l'écosystème technologique africain. Si les investissements dans les startups technologiques africaines sont loin derrière les autres régions, ils s'accroissent à un rythme soutenu, le secteur ayant attiré [4,9 milliards de dollars](#) de financement en 2021, soit une augmentation de 243 % par rapport à 2020. Conscients de l'importance de ces écosystèmes pour l'emploi et la croissance, les gouvernements mettent en place des mesures audacieuses pour soutenir les entrepreneurs technologiques. Avec la création de la ZLECAf, la possibilité d'un marché numérique unique à l'échelle du continent est désormais réelle. Si les tendances positives actuelles se maintiennent et que le potentiel de transformation de la technologie est libéré, l'Afrique pourrait obtenir un financement de plus de 90 milliards de dollars pour les startups technologiques d'ici 2030. En utilisant des données qui couvrent les six dernières années, nous projetons un scénario de maintien du statu quo par rapport à un scénario d'amélioration de l'environnement politique ci-dessous.

Figure 1 - Projection de la croissance du financement des startups technologiques selon deux scénarios : maintien du statu quo et amélioration de l'environnement politique



Source : TBI sur la base des données du Rapport Partech 2020 sur le capital-risque relatif aux technologies en Afrique

Sur la base du plus faible taux de croissance positif de l'Afrique en glissement annuel, soit 32 % entre 2015 et 2016, le scénario de maintien du statu quo comprend une projection de financement de 62 milliards de dollars d'ici 2030. Cela suppose une intervention limitée du gouvernement et des parties prenantes dans la promotion de l'écosystème technologique, un environnement commercial qui continue de freiner la croissance des startups, l'absence d'incitations significatives pour attirer des investissements supplémentaires et des réseaux sous-développés.

L'amélioration du scénario politique et environnemental est basée sur le taux de croissance annuel composé du financement du capital-risque en Afrique entre 2015 et 2020. Si l'on se projette en 2030, ce scénario prévoit que l'Afrique atteindra 93,9 milliards de dollars, en supposant que les gains des dernières années se maintiennent.

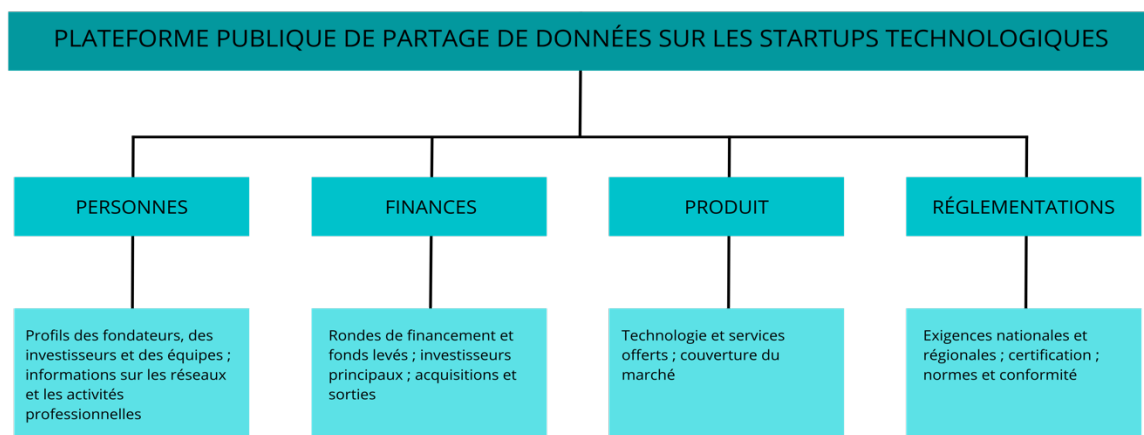
Dix recommandations

Des politiques de grande envergure aux niveaux national et régional sont nécessaires pour stimuler l'innovation et la croissance des startups. Ce document de synthèse, qui sera suivi de notre rapport complet, présente dix interventions politiques qui répondent collectivement à trois défis nécessitant une action rapide : porter le financement à plus de 90 milliards de dollars, promouvoir un environnement commercial sain et favoriser la collaboration et les réseaux entre les parties prenantes.

Comblé le déficit de financement : une plateforme publique de partage des données

Les gouvernements devraient fournir une plateforme sur laquelle les investisseurs peuvent accéder à des informations fiables sur les startups technologiques afin de réduire les [asymétries d'information](#) (déséquilibre des connaissances entre les parties). La quasi-absence de bases de données publiques crédibles sur les startups africaines augmente les coûts des transactions et de diligence raisonnable, tout en réduisant la confiance des investisseurs et en diminuant les flux de financement vers les innovateurs technologiques. Si les gouvernements doivent mener le processus, ils doivent également impliquer activement le secteur privé dans le processus de conception et de mise en œuvre afin d'encourager l'adhésion de ce secteur. Bien entendu, une plateforme n'est aussi utile que les données qu'elle contient, et la participation active des startups technologiques et des investisseurs est essentielle. Les membres des bases de données enregistrées qui conservent des données de haute qualité devraient avoir accès à des incitations financières soutenues par les gouvernements et les donateurs.

Figure 2 - Les données relatives aux personnes, aux finances et aux produits des startups technologiques devraient figurer dans de nouvelles bases de données publiques nationales et régionales

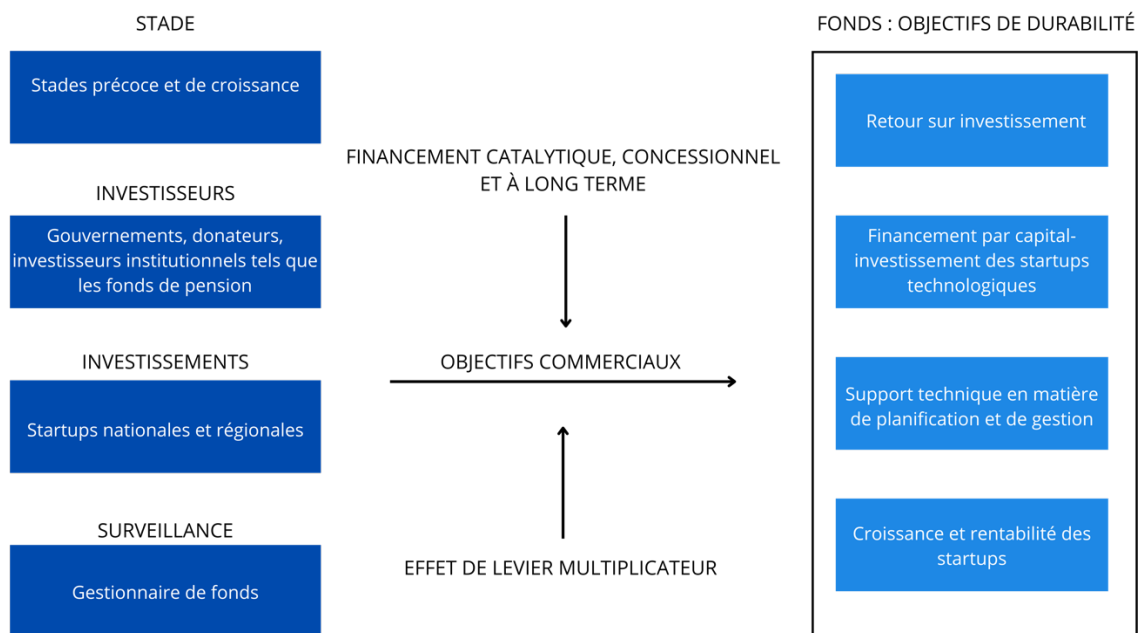


Source : TBI

Comblant le déficit de financement : véhicules de financement novateurs

L'Afrique a besoin de mécanismes de financement innovants qui ouvrent l'investissement à un plus grand nombre de parties prenantes, réduisent les risques et acheminent les investissements de départ vers les startups. Les gouvernements devraient mettre en place des véhicules d'investissement communs, tels que des « fonds d'innovation » ou un « [fonds de fonds](#) » qui soutiennent à la fois les fondateurs de startups et les investisseurs locaux. Ces fonds permettraient de mettre à disposition le capital catalytique patient, flexible et tolérant au risque qui est nécessaire pour soutenir les startups dans leurs phases de démarrage et de croissance.

Figure 3 - Créer des fonds d'innovation soutenus par le gouvernement pour aider les fondateurs et les investisseurs en leur apportant un capital catalytique



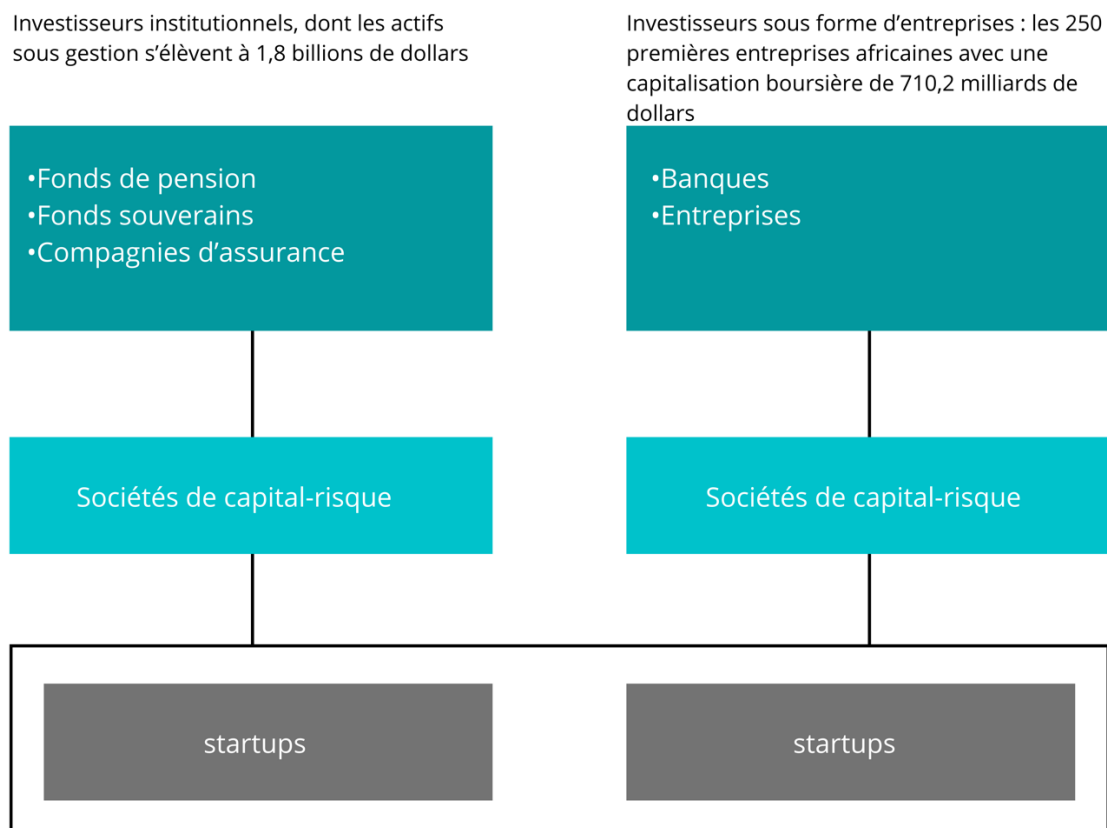
Source : TBI

En outre, les gouvernements devraient introduire des réglementations pour guider la formation de syndicats, y compris les réseaux d'investisseurs providentiels et les plateformes de crowdfunding, afin de stimuler le volume de financement, la certitude et la protection. Ces véhicules démocratisent l'investissement en permettant à un large éventail d'investisseurs de participer à et de fournir du capital aux startups aux stades de l'amorçage et du démarrage, ce qui tend à être très limité dans l'écosystème existant.

Comblent le déficit de financement : libérer les capitaux

L'écosystème technologique africain doit diversifier ses sources de financement pour englober les investisseurs institutionnels et sous forme d'entreprises qui peuvent apporter les capitaux nationaux dont il a tant besoin. Avec la portée la plus étendue parmi les investisseurs institutionnels, les fonds de pension représentent actuellement plus de la moitié de ces 1,8 billions de dollars d'actifs en Afrique. Les fonds de pension devraient donc être autorisés à investir un petit pourcentage de leurs actifs sous gestion, avec un plafond pour les investissements dans les startups, et des directives d'accompagnement qui limitent l'accent mis sur les opportunités de forte croissance et de post-revenu.

Figure 4 - Libérer les flux de capitaux des investisseurs institutionnels et sous forme d'entreprises



Source : TBI

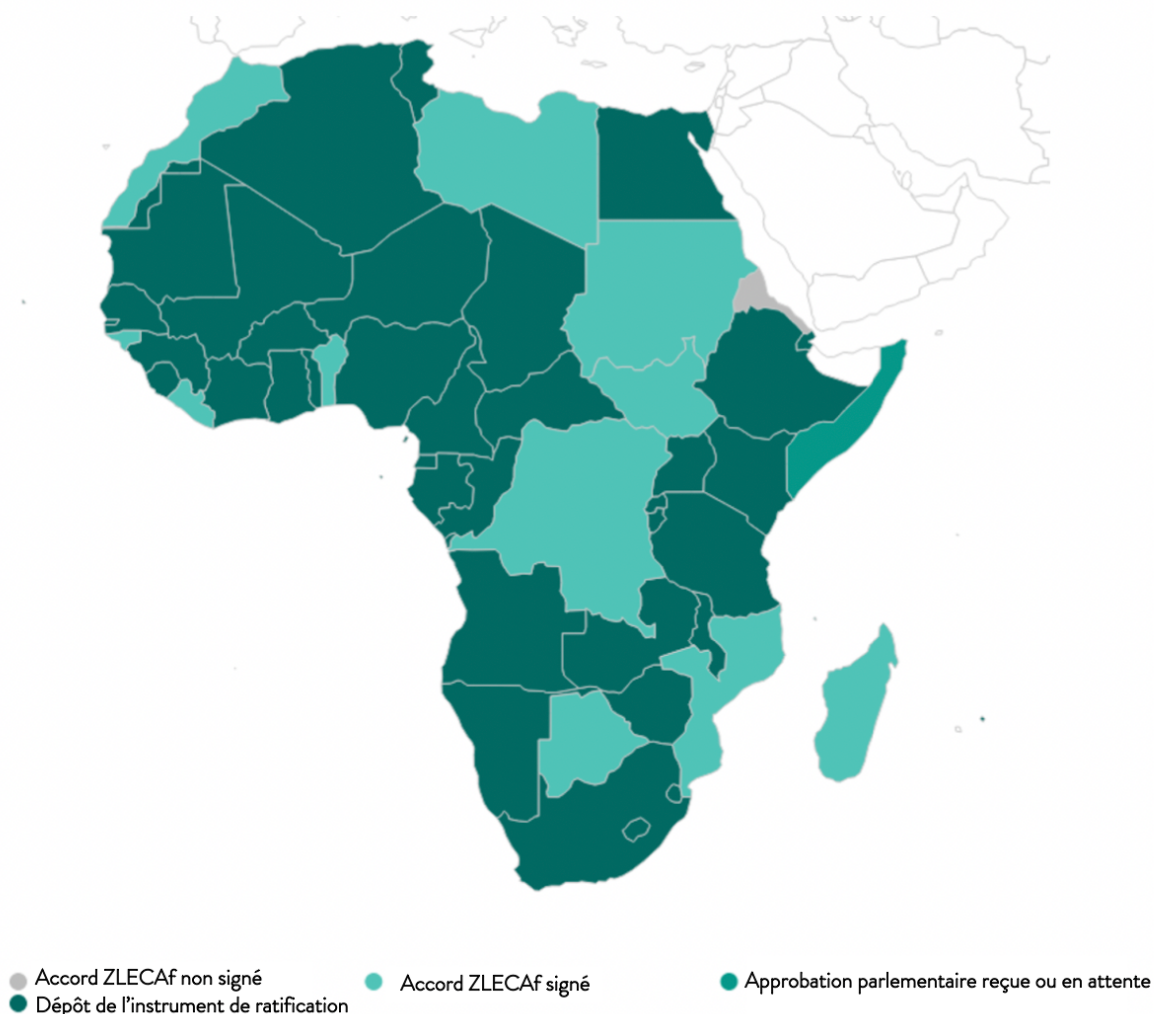
Les sociétés de capital-risque représentent un autre moyen de débloquer la croissance, en offrant des opportunités au-delà du financement et en servant de tremplin pour l'expansion. Les gouvernements devraient encourager les entreprises à investir en introduisant des réglementations qui permettent d'allouer davantage d'actifs aux sociétés de capital-investissement et de capital-risque qui investissent spécifiquement dans les startups technologiques. En outre, les gouvernements devraient positionner le financement des startups technologiques comme une composante de la responsabilité sociale des grandes entreprises.

Un environnement commercial florissant : un marché numérique unique

La [ZLECAf](#) forme la plus grande zone de libre-échange au monde en reliant près de 1,3 milliard de personnes à travers 55 pays avec un PIB combiné de [3,4 billions de dollars](#), et des dépenses de consommation et d'affaires évaluées à [4 billions de dollars](#). La mise en œuvre de cet accord doit figurer en tête des priorités nationales des gouvernements, non seulement pour débloquer l'expansion économique potentielle du continent, qui pourrait atteindre 29 billions de dollars d'ici 2050, ou pour attirer rapidement des milliards de dollars supplémentaires dans le financement des startups, mais aussi pour jeter les bases d'un marché numérique unique. Des initiatives telles que [Smart Africa](#) contribuent à mettre en place les éléments constitutifs de ce marché numérique unique, et la dynamique s'accélère sur le continent. En éliminant les obstacles transfrontaliers à la fourniture d'infrastructures, de contenus et de services numériques et en réduisant les coûts, un tel marché accélérerait la croissance des startups technologiques sur le continent. Les gouvernements devraient mettre en œuvre des réglementations et des réformes conformes à la ZLECAf pour

renforcer la compétitivité économique et réaliser une transformation numérique bien plus importante que la somme de ses parties.

Figure 5 - La ratification de la Zone de libre-échange continentale africaine à l'échelle du continent doit être l'une des principales priorités pour permettre un marché numérique unique



Sources : TBI/Tralac

Un environnement commercial florissant : la demande de technologies locales

Les gouvernements peuvent contribuer à générer une demande de solutions technologiques de la part des innovateurs locaux en devenant des clients des startups et en simplifiant les processus de passation des marchés publics. Les startups peuvent offrir aux gouvernements des solutions audacieuses et innovantes à des défis nationaux complexes, tandis que les gouvernements peuvent en retour valider les projets des startups dans le cadre d'une relation mutuellement bénéfique.

Figure 6 - Une approche en trois étapes pour générer la demande de solutions technologiques locales, y compris un rôle actif pour les gouvernements



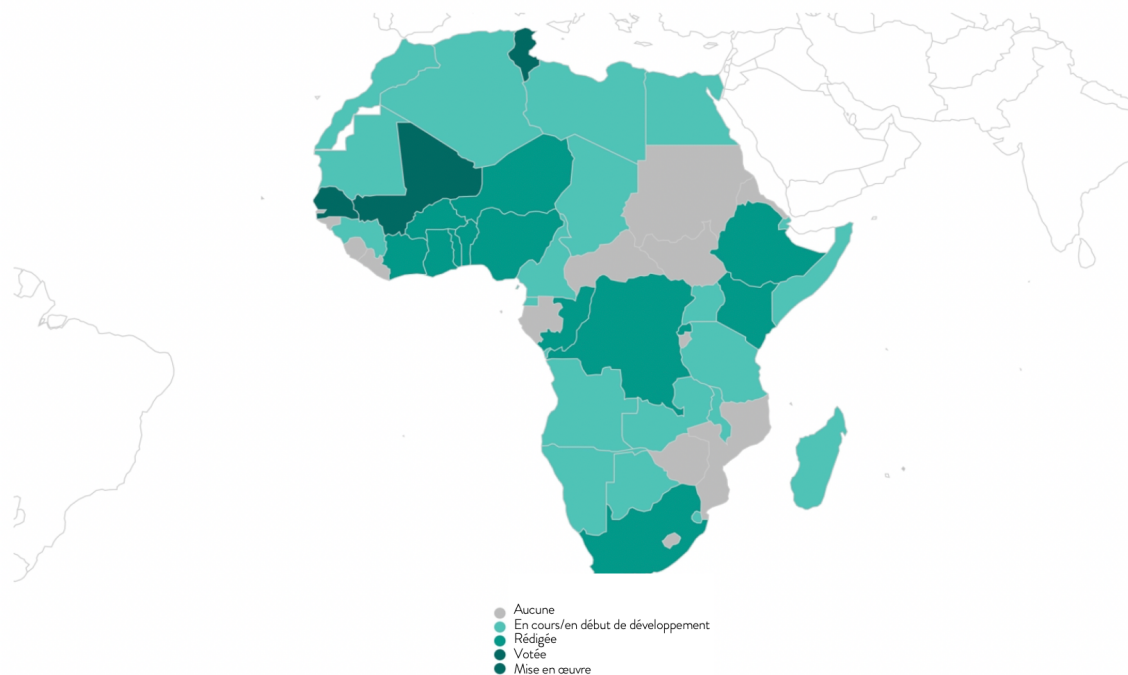
Source : TBI

Étant donné que les processus de passation de marchés publics nécessitent des ressources considérables rien que pour soumissionner, les gouvernements et les organisations donatrices devraient offrir des dérogations aux startups locales qui ne peuvent pas répondre aux énormes exigences en matière de capital ou de revenus pour concourir. De même, toute législation sur les startups élaborée sur le continent devrait inclure des concessions pour les marchés publics dans le domaine de la technologie.

Un environnement commercial florissant : législation relative aux startups

Pour mettre en place un environnement politique adéquat, les décideurs politiques doivent s'engager activement auprès des startups technologiques et vice-versa pour identifier les leviers réglementaires qui soutiendront la croissance. De nombreux pays ont mis en place une législation dédiée aux startups pour améliorer l'environnement politique, mais aussi pour faciliter le dialogue et l'engagement entre les secteurs privé et public. L'engagement ne doit cependant pas s'arrêter là : par l'intermédiaire des hubs et des incubateurs, les gouvernements doivent mettre en place des outils permettant de recueillir des informations détaillées auprès de l'écosystème des startups technologiques, et s'engager à prendre des mesures rapides et transparentes sur la base de ces résultats.

Figure 7 - Représentation graphique de l'évolution de la législation relative aux startups en Afrique

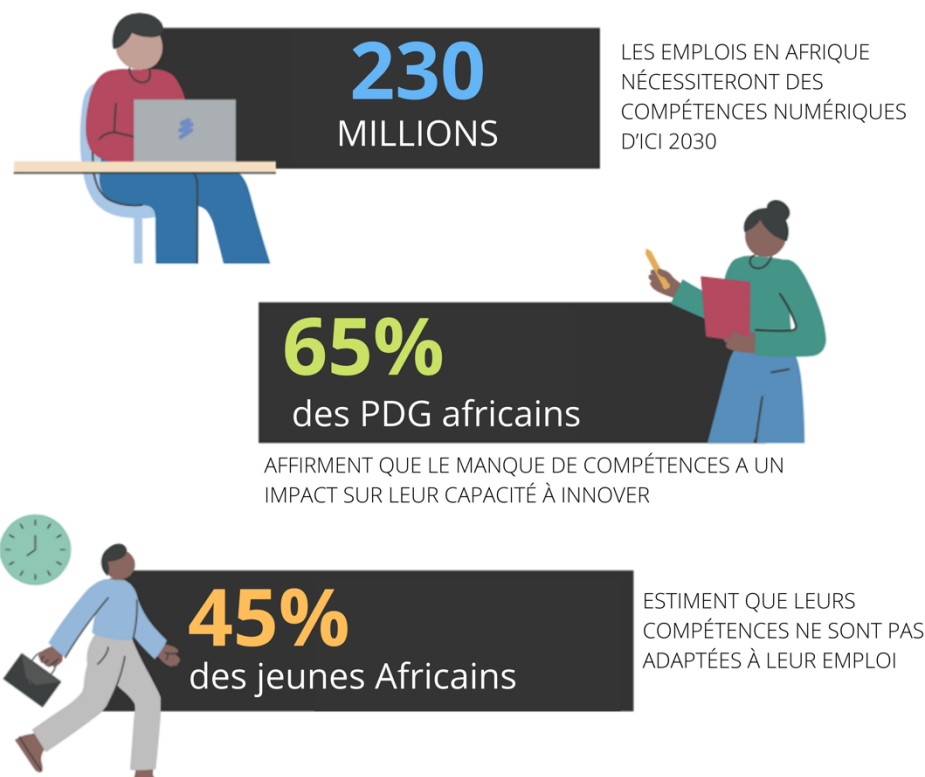


Sources : TBI/i4Policy

Un environnement commercial florissant : compétences numériques

Il est urgent de combler le déficit croissant de compétences numériques à [tous les niveaux de l'enseignement](#). Pour réduire cet écart, il est nécessaire de se concentrer sur le long terme, adapter les programmes scolaires, faire en sorte que les compétences numériques soient considérées comme des compétences de base au même titre que la lecture, l'écriture et le calcul, et faciliter l'accès aux formations avancées. Dans l'immédiat, l'accent devrait toutefois être mis sur le renforcement et la facilitation de l'accès aux sciences, aux technologies, à l'ingénierie et aux mathématiques, le perfectionnement et la rétention des talents existants étant deux grandes priorités.

Figure 8 - Plus de 60 % des P.-D.G. africains affirment que le manque de compétences freine l'innovation



Sources : TBI/Forum économique mondial

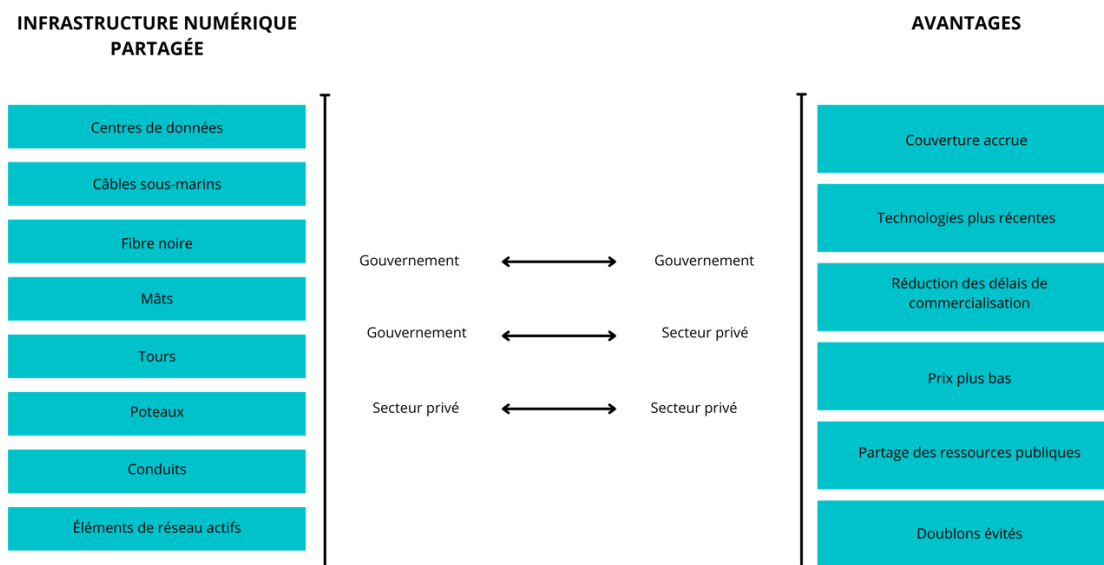
Pour attirer des entrepreneurs qualifiés du monde entier, en mettant l'accent sur l'engagement des talents de la diaspora, les gouvernements devraient mettre en place une initiative de visas pour les startups.

Un environnement commercial florissant : une infrastructure numérique renforcée

Les startups technologiques en Afrique ne peuvent réussir sans une infrastructure numérique harmonisée et de haute qualité couvrant la connectivité, les systèmes de paiement et le stockage des données. En outre, les systèmes interopérables qui fonctionnent à l'intérieur des frontières et à travers celles-ci peuvent générer davantage d'investissements et une réduction des coûts de transaction pour les startups et autres entreprises.

Les dépenses initiales des gouvernements en matière d'infrastructures sont largement compensées par le rendement économique : dans le cas de l'extension de l'accès universel à Internet en Afrique subsaharienne, par exemple, les bénéfices sont 16 fois supérieurs aux coûts.

Figure 9 - Démonstration de la manière dont l'infrastructure numérique partagée améliore le marché des affaires pour les startups



Source : TBI

Les collaborations avec des fournisseurs du secteur privé peuvent permettre de débloquer des investissements pour la construction d'infrastructures numériques (le câble sous-marin Equiano de Google en est un excellent exemple), tandis que le partage des infrastructures régionales entre les entreprises et les gouvernements est un autre moyen de résoudre le problème de l'accessibilité financière.

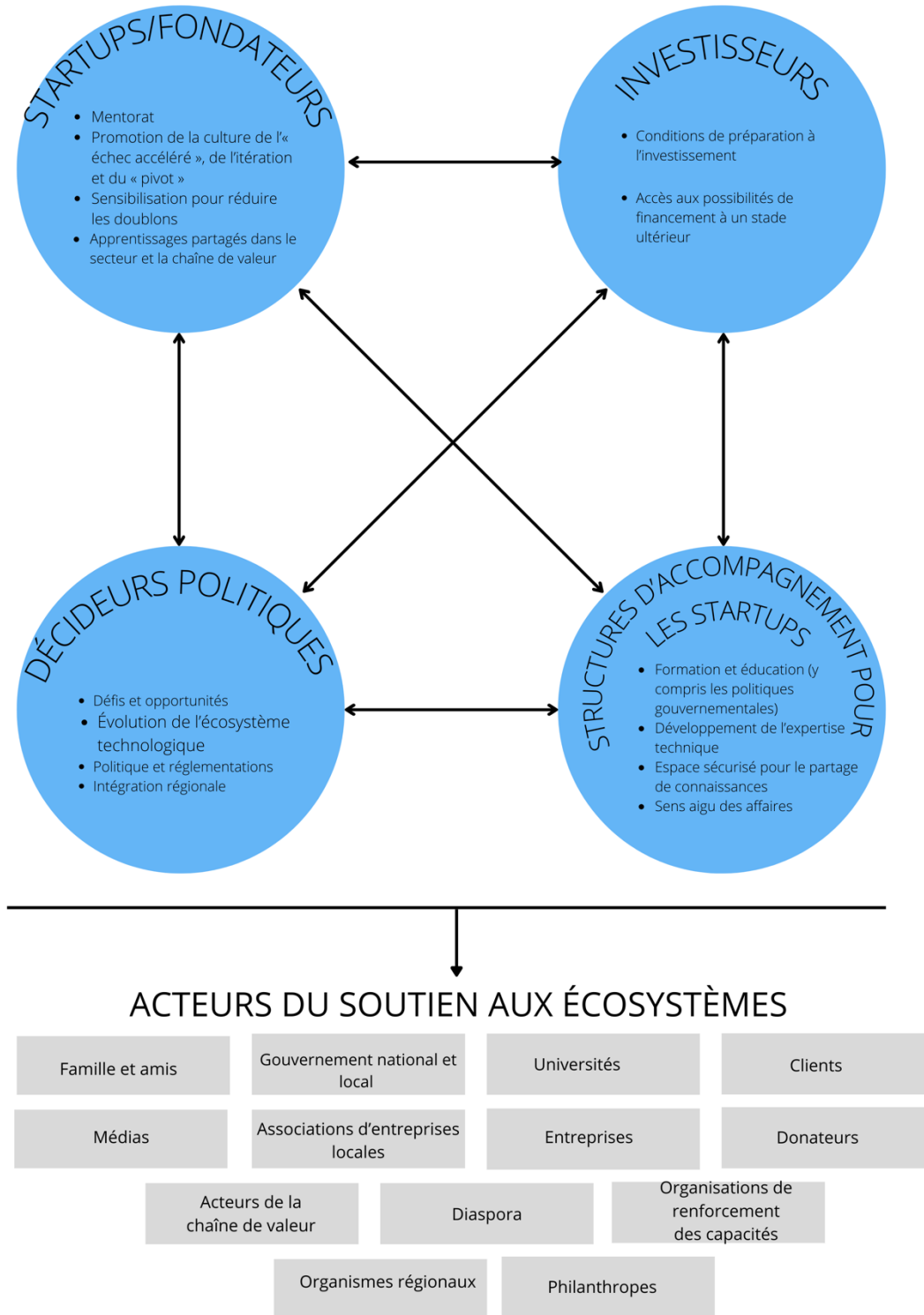
Un autre élément important à prendre en considération est le rôle que peuvent jouer les [technologies de cloud computing](#), car elles permettent de réaliser d'importantes économies d'échelle tout en offrant le niveau de capacité informatique requis par un écosystème technologique florissant.

Entretien des liens : des capacités renforcées pour les startups

En Afrique, l'écosystème existant est mal connecté, ce qui signifie que les entrepreneurs ne bénéficient pas du soutien, des opportunités et des échanges de connaissances. Les structures d'accompagnement pour les startups (SSO), telles que les hubs et les incubateurs, peuvent accélérer et renforcer ces connexions, et le développement d'une certification SSO associée permettrait aux hubs les plus performants d'être reconnus et récompensés.

Les décideurs politiques peuvent contribuer à alléger les pressions qui pèsent sur les SSO, en particulier les coûts de fonctionnement élevés, en leur accordant des prêts à faible taux d'intérêt, des subventions, des aides et un soutien en nature. Ils peuvent également proposer des formations de renforcement des capacités dans les technopôles grâce à des partenariats entre les gouvernements, les établissements d'enseignement supérieur et les prestataires de formation concernés.

Figure 10 - Un écosystème technologique bien connecté encourage l'échange d'informations entre les entrepreneurs, les organisations et les décideurs politiques, ainsi que l'apprentissage entre pairs



Source : TBI

Entretenir des liens : un réseau panafricain de startups

Afin de mettre en relation les acteurs technologiques de l'ensemble de l'écosystème et d'offrir un forum pour le partage des meilleures pratiques et la résolution des problèmes, nous proposons le lancement d'un « réseau panafricain de startups ». Le réseau regrouperait et amplifierait les points de vue des startups et de leurs parties prenantes afin d'influencer directement les politiques et d'établir des objectifs panafricains pour l'écosystème technologique. Smart Africa, dont la vision est d'accélérer le développement durable grâce aux TIC et qui a pour mission particulière de soutenir l'esprit d'entreprise sur le continent, est bien placé pour diriger la coordination de ce nouveau réseau.

Un tel réseau alimenterait ensuite les organismes continentaux et nationaux en conseils. Dans le cadre de cet écosystème réciproque, nous prévoyons trois organismes sectoriels représentant les principales parties prenantes - les SSO, y compris les technopôles, les investisseurs et les décideurs politiques - au niveau continental. Au niveau national, une association de technopôles dans chaque pays africain permettrait de rationaliser le soutien aux startups et de leur donner une voix unifiée.

Conclusion

La croissance significative du financement, associée à une explosion d'idées provenant des plus grands technopôles du continent, laisse présager une décennie passionnante. Mais pour atteindre l'objectif de plus de 90 milliards de dollars de financement des startups d'ici 2030, les gouvernements doivent permettre un financement plus important des technologies, cultiver l'environnement commercial et renforcer les réseaux. La relation entre le gouvernement et l'esprit d'entreprise, qui a parfois été antagoniste et contre-productive, est en train de changer. L'Afrique a le potentiel pour devenir le plus bel exemple de réussite en matière de startups dans le monde et nous, Tony Blair Institute for Global Change, sommes impatients de soutenir les dirigeants dans leur ambition d'atteindre l'excellence technologique.

Graphiques créés avec [Highcharts](#), sauf mention contraire.



TONY BLAIR
INSTITUTE
FOR GLOBAL
CHANGE

SUIVEZ-NOUS

facebook.com/instituteglobal

twitter.com/instituteGC

instagram.com/institutegc

QUESTIONS D'ORDRE GÉNÉRAL

info@institute.global

POUR EN SAVOIR PLUS :
INSTITUTE.GLOBAL

Droits d'auteur © FÉVRIER 2022 par Tony Blair Institute for Global Change

Tous droits réservés. La citation, la reproduction et/ou la traduction de cette publication, dans sa totalité ou en partie, à des fins éducatives ou à d'autres fins non commerciales est autorisée à condition que la source soit dûment mentionnée. Le Tony Blair Institute, commercialisé sous le nom de Tony Blair Institute for Global Change, est une société à responsabilité limitée par garantie enregistrée en Angleterre et au Pays de Galles (numéro d'enregistrement de la société : 10505963) dont le siège social est One Bartholomew Close, London, EC1A 7BL.